



ÉPISODE 4 | TRANSCRIPTIONS

0:00 MONA LEMOINE : 00:18 MONA LEMOINE : Nous reconnaissons que les peuples autochtones sont les gardiens traditionnels de cette terre que nous appelons Canada et dans laquelle nous nous réunissons aujourd'hui. Nous reconnaissons l'oppression historique des terres, des cultures et des peuples originels de ce pays et nous savons que nous avons un rôle à jouer dans la voie de la décolonisation que nous partageons ensemble. Nous reconnaissons notre devoir de lutter pour que les droits des Autochtones soient restaurés et nous nous engageons dans la voie de la guérison. Nous remercions les 630 Premières Nations, leurs membres et leurs ancêtres qui ont pris soin de ces terres que nous partageons.

00:53 MONA : Prenons quelques instants pour que chacun puisse réfléchir à sa propre reconnaissance et à sa relation à la terre et pour exprimer sa reconnaissance aux divers peuples autochtones dont les ancêtres ont pris soin de la terre pendant des siècles.

Thème musical

01:14 MONA : Bienvenue à ce balado sur l'architecture de l'IRAC. Je m'appelle Mona Lemoine et je suis l'animatrice de cette saison qui s'inscrit dans une série d'activités et d'événements menant au Congrès sur l'architecture 2021 et à l'élaboration d'un Plan d'action climatique. Le Congrès sur l'architecture 2021 de l'IRAC aura lieu le 4 octobre 2021, en marge de la Journée mondiale de l'architecture, et il portera sur l'action climatique et l'architecture au Canada.

01:42 MONA : Dans cet épisode, Joanne Purdue, membre du comité directeur du congrès sur l'architecture de l'IRAC, s'entretient avec Cristina Gamboa, directrice générale du World Green Building Council sur les mesures que prend le réseau du WorldGBC pour réaliser un environnement bâti à carbone zéro, sain, résilient et équitable.

02:01 MONA : Avant de se joindre à l'Université de Calgary où elle est responsable de la durabilité, Joanne a exercé l'architecture pendant 15 ans, en concentrant sa pratique sur les bâtiments durables sains et à haute performance. Elle est une ardente partisane de la préparation des futurs chefs de file et de l'autonomisation des femmes pour accélérer la transformation vers un avenir durable.

02:14 JOANNE PERDUE : Bonjour. Je m'appelle Joanne Purdue et j'ai le plaisir d'accueillir Cristina Gamboa dans cet épisode des balados sur l'architecture de l'IRAC. Cristina Gamboa est la directrice générale du World Green Building Council, le plus puissant réseau mondial regroupant 70 conseils du bâtiment durable et leurs quelque 36 000 membres pour catalyser ensemble l'adoption des bâtiments durables pour tous, partout.

02:30 JOANNE : Avant son arrivée au WorldGBC en novembre 2018, Cristina était directrice générale du Conseil du bâtiment durable de la Colombie. Grâce à son style de leadership actif, engagé et collaboratif, elle a franchi de nombreuses étapes qui ont favorisé la généralisation des infrastructures durables dans son pays. Elle possède de l'expertise dans les domaines de la recherche économique, du journalisme et des affaires internationales. Cristina, je vous remercie de vous joindre à nous aujourd'hui.

02:50 CRISTINA GAMBOA : Merci Joanne, et merci beaucoup de cette invitation. Je suis très heureuse de m'entretenir avec vous.

03:00 JOANNE : Cristina, pour les auditeurs qui ne connaissent peut-être pas le WorldGBC, pouvez-vous nous présenter brièvement l'organisation? Quel est son but? Qui sont ses membres et comment travaillez-vous en tant que rassembleur mondial?

03:31 CRISTINA : Le World Green Building Council, Joanne, est un réseau de réseaux et notre mission est de changer l'environnement bâti. Nous tenons aussi à n'oublier personne dans cette transformation. C'est pourquoi nous utilisons l'expression des bâtiments durables pour tous, partout. Nous sommes fermement convaincus que nous devons apporter des réponses holistiques en matière de durabilité aux défis auxquels nous faisons face aujourd'hui.

04:05 CRISTINA : Et cela signifie que le WorldGBC, qui compte 70 conseils du bâtiment durable à travers le monde comme vous l'avez dit, doit, avec d'autres parties prenantes, s'assurer de faire connaître toutes les mesures qui peuvent être mises en place dans cette vision holistique de la durabilité, ce qui comprend pour nous l'action climatique, la santé et le bien-être et les ressources et la circularité.

04:19 CRISTINA : Et ce que nous faisons fondamentalement, c'est de nous entendre sur un ensemble de principes qui peuvent façonner et améliorer nos environnements bâtis. Ces principes, bien sûr, visent à produire, au moyen de ces mesures holistiques, un monde durable, équitable, sain et résilient pour que les êtres humains puissent prospérer et que la nature puisse se régénérer et nous accompagner dans notre parcours. Donc, le WorldGBC établit ces principes et nos conseils du bâtiment durable les mettent de l'avant et s'assurent de leur pertinence par rapport à leurs réalités nationales et locales.

04:38 CRISTINA : Nous créons également avec eux les occasions de faire avancer ce changement et en particulier, bien sûr, de continuer à faire valoir avec détermination et à faire prendre conscience qu'il ne peut y avoir un avenir durable sans tenir compte des villes, des régions et de toutes les infrastructures existantes et à venir.

05:02 JOANNE : Cristina, nous avons de plus en plus de données qui confirment que les bâtiments sont une solution clé à la crise climatique. Par exemple, le Rapport 2019 des Nations Unies sur la situation mondiale des bâtiments et de la construction souligne que ces bâtiments et ces constructions et leur exploitation contribuent à près de 40 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre.

05:32 JOANNE : Les villes sont également décrites comme des points chauds du carbone dans le projet mondial de réduction du carbone qui détermine que ces bâtiments et d'autres infrastructures représentent plus de 70 % des émissions de carbone d'origine humaine. Compte tenu de ces données croissantes, pourquoi les bâtiments sont-ils si souvent oubliés dans les négociations mondiales sur le climat?

05:41 CRISTINA : L'environnement bâti est connu pour la complexité des chaînes d'approvisionnement et la fragmentation du secteur, de sorte qu'il a souvent été négligé, car il est difficile de le comprendre et d'agir. Toutefois, le changement est en marche et une dynamique se met en place. Nous sommes maintenant en meilleure position pour expliquer aux décideurs et aux négociateurs les notions de cycle de vie des bâtiments et des cycles d'investissements dans les bâtiments, même si cela s'inscrit dans des processus à long terme.

06:10 CRISTINA : Ça ne veut pas dire qu'ils doivent se tenir en retrait des négociations. Il doit y avoir une vision. Dans le passé, il est vrai qu'il y a eu certains défis, qui ont été relevés principalement par des mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments, mais aujourd'hui, les questions sont plus urgentes. Nous savons grâce à la science du bâtiment et aux objectifs de développement durable, que nous devons décarboniser complètement notre secteur au plus tard en 2050.

06:42 CRISTINA : Je suppose que dans le cadre des négociations mondiales sur le climat, les intervenants réalisent que nous pouvons maintenant réduire considérablement ces émissions de carbone d'une manière très rentable tout en améliorant l'environnement bâti et en créant des millions d'emplois qui peuvent réellement être au cœur de cette transition.

07:04 CRISTINA : Dans ce contexte, il est intéressant de souligner que dans les négociations antérieures, les bâtiments n'ont pas vraiment été à l'ordre du jour. Lors de la COP20, ils ont été partiellement pris en compte et la conférence a tenu une journée des bâtiments. Cinq ans après l'Accord de Paris sur le climat, le gouvernement du Royaume-Uni a accepté cette année de tenir une journée des villes, des régions et de l'environnement bâti lors de la

conférence de l'ONU sur les changements climatiques, COP26, ce qui veut dire que ce sujet sera traité tous les jours de la conférence qui se tiendra à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre.

07:31 CRISTINA : Cela signifie également que les négociateurs seront informés de toutes nos campagnes et nos activités de sensibilisation alors que l'on s'attend à ce qu'ils soient plus ambitieux dans leurs engagements politiques. Nous pourrions faire valoir qu'il est possible de réduire les émissions reliées à l'énergie dans le cadre bâti, qui correspondent à 40 % des émissions, comme vous l'avez dit. Il faut miser sur cette ambition. Il faut que les décideurs politiques favorisent la participation du secteur privé et du secteur public pour que surviennent d'autres changements. Il était bien temps!

08:16 JOANNE : En ce qui concerne la COP26, j'aimerais clarifier un point. Si je comprends bien, il sera question des bâtiments pendant toute la conférence plutôt que seulement lors de la journée consacrée aux bâtiments?

08:28 CRISTINA : Eh bien pour nous, la campagne de sensibilisation commencera dès le premier jour de la COP. Les autres jours, la conférence traitera également de sujets tels que la transition énergétique, les solutions basées sur la nature et d'autres sujets reliés à l'environnement bâti qui est si crucial pour que cette transition et ces solutions se concrétisent. Nous allons profiter de l'événement pour renforcer la sensibilisation avec le soutien du gouvernement du Royaume-Uni et en particulier, celui des champions du climat de haut niveau.

08:52 CRISTINA : Il y a actuellement une synergie de positions qui nous permet de faire passer le message beaucoup plus clairement que lors des négociations précédentes sur le climat et c'est l'occasion rêvée, car nous faisons avancer les choses sur trois à cinq des piliers clés. Je pense que nous ferons une énorme différence – pas seulement sur ce qui se passe en 2021, mais aussi pour bâtir un héritage d'action climatique dans l'environnement bâti.

09:24 JOANNE : Fantastique! Et quels résultats espérez-vous de la COP26?

09:29 CRISTINA : Permettez-moi d'abord de vous présenter les cinq priorités qui selon nous sont liées à la campagne sur le thème des villes, des régions et de l'environnement bâti et nous pourrions ensuite les développer. La première, naturellement, est d'établir que l'environnement bâti est un secteur crucial de l'action climatique dans la reprise économique.

09:53 CRISTINA : Cette question n'est pas toujours considérée comme prioritaire, mais nous devons rallier les parties et la défendre avec force. Nous voulons que le potentiel du secteur et de l'action climatique soit plus largement reconnu. Ce potentiel se rapporte à l'atténuation, à l'adaptation et à la résilience, mais aussi à la campagne Rebâtir en mieux qui vise à optimiser la création d'emplois et à offrir des avantages sur les plans de la santé et de l'équité.

10:17 CRISTINA : Nous voulons que les villes et les régions soient également reconnues dans leur fonction cruciale de catalyseur de politiques et de moteurs de la demande du marché. Nous savons que les villes et les régions peuvent améliorer les modes d'approvisionnement public et faire progresser tous ces principes.

10:32 CRISTINA : Donc première priorité : secteur crucial. Deuxième : nous unissons le secteur fragmenté en une seule voix animée d'une même ambition. Et cette ambition doit permettre d'atteindre les objectifs qui sont également exprimés dans un document intitulé America's Partnerships et qui détermine que d'ici 2030, tous les bâtiments, les infrastructures et les rénovations devront afficher une réduction d'au moins 40 % du carbone intrinsèque et un taux de carbone opérationnel net zéro.

11:00 CRISTINA : D'ici 2050, nous aurons donc entièrement décarbonisé l'environnement bâti, et c'est cela agir d'une même voix. Nous avons établi des objectifs. Nous les avons inscrits dans le cadre des Nations Unies pour que cela soit bien clair. La troisième priorité est que toutes les parties prenantes, y compris vous-mêmes, s'engagent à exploiter le potentiel de l'environnement bâti et à lutter contre le changement climatique.

11:29 CRISTINA : Ce que je veux dire, c'est qu'il est possible de déployer les principales mesures de transformation mises en œuvre aujourd'hui, d'informer les décideurs, les investisseurs et les entreprises des meilleures pratiques et de leur présenter des études de cas afin de progresser dans la voie du net zéro et d'améliorer les connaissances.

11:51 CRISTINA : La quatrième priorité est que nous voulons voir des solutions et des voies d'action. Et par cela, je veux dire que nous voulons passer de la rhétorique du zéro à sa mise en œuvre. Et donc, ces cheminements nationaux dont vous parliez, que le bâtiment soit situé au Canada ou à Washington, le but poursuivi est le même : accélérer la transformation.

12:11 CRISTINA : Enfin, la cinquième priorité consiste à apporter cette collaboration radicale. Et cela se traduit par un dialogue intersectoriel, de l'investisseur à celui qui construit, en passant par les propriétaires immobiliers pour faire avancer ces ambitions. Alors pour répondre à votre question initiale – désolée de cette longue introduction, mais l'occasion était trop bonne pour ne pas en profiter – la réussite ressemblerait à la percée dont nous avons besoin dans les statistiques à la COP26 et c'est ce que nous visons. Et tout cela passe par la course vers le zéro. En avez-vous entendu parler?

12:48 JOANNE : Oui, oui, nous avons beaucoup entendu parler de la course vers le zéro. Je dirais même que c'est maintenant la plus grande alliance mondiale d'organisations qui se sont engagées à atteindre le net zéro au plus tard en 2050. C'est une course très emballante qui représente un PIB substantiel et une réduction considérable des émissions de carbone mondiales.

13:10 CRISTINA : Exactement. Et par exemple, les architectes canadiens, les entreprises canadiennes et les administrations locales qui s'engagent dans cette course vers le zéro peuvent réellement faire avancer cet élan et cette percée. Nous avons l'environnement bâti comme objectif. Nous avons besoin que chaque secteur génère 20 % de revenus dans cette course vers le zéro.

13:35 CRISTINA : Et nous sommes bien prêts d'y arriver. Le moment est donc venu de demander aux décideurs politiques de se joindre à nous parce qu'ensemble, nous enverrons le signal que ce point d'accélération va se produire. Nous pourrions ensuite viser d'aller plus loin et plus vite en tant que champions de haut niveau de l'action climatique.

13:58 JOANNE : L'IRAC est le porte-parole national des architectes canadiens. Comment peut-il appuyer cet effort?

14:04 CRISTINA : Je dirais que l'IRAC peut expliquer à toutes ses constituantes comment se joindre à la course vers le zéro. Il y a aussi une initiative de premier plan du WorldGBC qui s'appelle NZCB. Il s'agit d'un engagement en faveur des bâtiments à carbone net zéro et c'est une initiative de premier plan, car la course vers le zéro appelle à des émissions nettes zéro d'ici 2050. Le WorldGBC plaide en faveur d'une décarbonisation d'ici 2030 et bien des villes, des entreprises et d'autres parties prenantes adhèrent à cette vision.

14:43 CRISTINA : Au-delà de l'engagement, il s'agit naturellement de partager les meilleures pratiques inhérentes à cet engagement. Quand on est prêts à atteindre un tel niveau, on le dit et on partage.

14:54 CRISTINA : Et c'est essentiel parce que nous savons que les villes doivent faire la transition vers un avenir sobre en carbone et résilient, et cela nécessite toutes les études approfondies, les connaissances et les capacités des architectes et des ingénieurs qui doivent concevoir correctement les bâtiments d'aujourd'hui, parce qu'ils devront durer très longtemps.

15:10 CRISTINA : Il s'agit donc d'exploiter les occasions de plaider, de les rendre pertinentes et significatives pour ceux qui sont déjà engagés dans cette voie. Et bien sûr, d'identifier ceux qui ne sont peut-être pas encore là, pour leur faire savoir que s'ils adhèrent aujourd'hui à ce mouvement de transformation, ils seront également prêts lorsque les politiques changeront.

15:36 JOANNE : L'une des grandes questions qui me préoccupent grandement est l'impact écologique de la consommation de ressources nécessaires pour effectuer ce travail, surtout si nous suivons le modèle habituel. Cela soulève aussi des questions d'équité, à savoir qui a accès aux ressources limitées dans une chaîne d'approvisionnement mondiale. Comment cette conversation se déroule-t-elle dans le milieu international du bâtiment durable?

16:02 CRISTINA : Je dirais que tout ce dialogue sur la course vers le zéro est très progressiste. Il se tient principalement surtout dans les pays développés, n'est-ce pas? Nous voyons beaucoup d'actions, comme vous l'avez mentionné notamment de la part du Canada. Mais l'Union européenne est également très progressiste dans ses politiques, et on sent vraiment que le moment de la décarbonisation est venu.

16:29 CRISTINA : Toutefois, la plupart des pays en voie de développement, qui continuent à s'urbaniser à un rythme très élevé, seront au centre de la demande de nouvelles ressources. Ils ne sont peut-être pas les plus grands responsables des émissions et leurs économies ne sont pas encore à forte intensité de carbone. Le débat est tout de même très intéressant, car de nombreuses régions optent pour un développement à faibles émissions de carbone.

16:56 CRISTINA : Et c'est pourquoi il n'est pas seulement question d'atténuer les émissions, mais qu'il faut aussi assurer la résilience. Il est important de savoir que les pays qui s'engagent dans cette direction voient leurs villes subir de plus en plus de pressions pour assurer une qualité de vie élevée à leurs citoyens, car l'accroissement de leur population exerce une pression sur les infrastructures.

17:23 CRISTINA : Et maintenant, nous disons que les infrastructures doivent être de la meilleure qualité possible, car c'est ce que les citoyens méritent et c'est ce que la planète entière mérite. Nous devons comprendre que 4 milliards de personnes sont aujourd'hui vulnérables face aux impacts du changement climatique. L'engagement consiste à les rendre autonomes pour que leurs immeubles soient mieux préparés à relever ces défis.

17:48 CRISTINA : Alors si nous mettons en place des solutions pour que les gens puissent faire face aux risques, nous leur donnerons également les moyens de relever le défi de l'atténuation, mais la résilience passe avant tout. Comment utiliser ces ressources massives? C'est pourquoi nous sommes si attachés à cette définition holistique de la durabilité.

18:03 CRISTINA : Nous devons mettre en avant le sujet technique du champ d'application trois : les émissions intrinsèques. Nous espérons qu'il y aura un déploiement dans le prix du carbone pour que tous ces facteurs négatifs externes soient correctement pris en compte du point de vue de l'information et du point de vue de l'approvisionnement et pour que les solutions de la performance – c'est-à-dire les solutions liées à la conception des infrastructures – deviennent prioritaires. Il deviendra alors plus important de savoir d'où proviennent ces ressources.

18:48 CRISTINA : Je crois que c'est très important. Mais d'un autre côté, nous savons aussi que les gens doivent se soucier de la qualité des infrastructures et pour cela, ils doivent avoir accès à plus de données. Des données qui les aideront à comprendre ce qu'est une infrastructure de qualité. Pour l'instant, il y a des lacunes dans la disponibilité de ces données.

19:15 CRISTINA : Il y a un grand manque d'informations. En ce qui concerne le bâtiment, nous avons beaucoup progressé en matière de bâtiments durables. Par contre, en ce qui concerne les infrastructures et les lacunes dans la construction des collectivités et des villes, nous devons intensifier le dialogue sur ce que signifie la transition vers une énergie propre, les réseaux décarbonisés, les transports qui favorisent les véhicules électriques, les bâtiments qui, espérons-le, sont électrifiés. Sans compter le débat sur le gaz naturel qui en est tout un!

19:45 CRISTINA : Et si nous améliorons la conception et l'exploitation des infrastructures publiques, nous pourrions hausser nos ambitions. Il s'agit de transmettre l'information dans les différents points de la chaîne de valeur.

20:02 JOANNE : Le flux véhiculaire des matériaux et donc l'économie circulaire. Selon moi, c'est une opportunité très intéressante si nous pensons aux flux de ressources. Car si nous comprenons que nous devons garder les écosystèmes intacts, parce qu'ils nous aident de tant de façons, alors les flux de matériaux circulaires nous fournissent un nouveau modèle pour penser aux ressources qui seront nécessaires pour cette transition massive.

20:25 JOANNE : J'aimerais connaître votre avis sur les tendances émergentes d'un point de vue international et sur l'économie circulaire. Y a-t-il des modèles de pointe dont les architectes canadiens peuvent s'inspirer?

20:40 CRISTINA : Il y a beaucoup de dynamisme dans l'espace de la circularité et c'est comme un « IT moment » pour de nombreuses personnes, dans le volet technique trois sur le carbone intrinsèque. Mais c'est aussi un grand moment du fait que l'on dit oui à la circularité, mais la circularité sans la décarbonisation ne nous avance pas vraiment. Nous avons besoin de la circularité pour vraiment décarboniser. L'Europe est encore une fois un précurseur par les politiques de l'Union européenne.

21:11 CRISTINA : Il y a par exemple cette initiative appelée Taxonomie verte européenne sur les activités durables. Il s'agit d'un système de classification qui précise quelles activités économiques sont écologiquement durables dans le contexte du Pacte vert pour l'Europe (le Green Deal européen). L'objectif est d'éviter l'écoblanchiment et d'aider les

investisseurs à faire de meilleurs choix. Et par exemple, dans le cadre de cette idée, il y a une tendance à exploiter les outils numériques pour permettre des taux de réduction beaucoup plus importants.

21:38 CRISTINA : L'un de ces outils est le passeport des matériaux qui est créé pour les nouveaux matériaux, mais aussi pour scanner et identifier les matériaux qui peuvent être utilisés dans les bâtiments existants. Oui, il y a aussi tout ce débat sur la nécessité d'éviter les produits toxiques et d'éliminer la toxicité du système sans la recycler en solutions.

22:03 CRISTINA : Et en fait, Joanne, certaines entreprises commencent à proposer des solutions logistiques complètes pour mettre en relation les fournisseurs ou les produits et matériaux récupérés avec de nouveaux projets afin de boucler la boucle. Les passeports de matériaux sont donc très intéressants. On examine même la possibilité de créer des passeports pour les bâtiments, mais c'est une autre question.

22:27 CRISTINA : Je suppose que de ce point de vue, c'est comme si on débloquait les deux principaux avantages de cette économie plus circulaire grâce à l'environnement bâti et je ne peux oublier d'insister sur le premier de ces avantages, la santé. Les bâtiments de l'économie circulaire peuvent être plus sains, parce qu'ils ne contiennent pas de matériaux toxiques, comme je l'ai dit, ou de produits chimiques. Nous pouvons donc avoir un effet positif sur la qualité de l'air intérieur pour les occupants. La circularité est assez présente dans cette conversation.

23:02 CRISTINA : Le deuxième avantage est économique, parce que les bâtiments circulaires peuvent offrir des matériaux en fin de vie traités comme des produits de base, et ils peuvent aussi offrir une source de revenus s'ils sont utilisés avec d'autres projets. À ces deux tendances, nous pouvons en ajouter une troisième, le déblocage de la décarbonisation.

23:15 CRISTINA : C'est une bonne chose à montrer, parce qu'au fur et à mesure que nous tenons compte d'une plus grande transparence au sujet des matériaux, que nous comprenons mieux leur performance, comment pouvons-nous boucler la boucle en fin de cycle tout en assurant la rentabilité de la décarbonisation des bâtiments?

23:30 JOANNE : Dans notre premier balado, Seth Klein, l'auteur d'*A Good War: Mobilizing Canada for the Climate Crisis*, utilise l'analogie de la mobilisation pour l'effort de guerre afin de stimuler la vitesse et l'ampleur des mesures à prendre. Il a identifié quatre indicateurs qui signalent qu'un gouvernement sait que la crise climatique est une urgence.

23:48 JOANNE : Un tel gouvernement dépense ce qu'il faut pour gagner. Il crée de nouvelles institutions économiques pour s'assurer que le travail est fait. Il rend obligatoires des mesures auparavant volontaires et il dit la vérité par rapport à la sévérité de la crise. Cela résonne-t-il en vous et si oui, de quelle manière?

24:03 CRISTINA : Dans notre réseau de conseils et de partenaires du bâtiment durable, nous observons ces indicateurs. Comme je l'ai dit, parce que ce sont des signaux de gouvernements qui prennent l'action climatique au sérieux, que ce soit par des investissements, de nouvelles institutions économiques, des réglementations plus fortes et de la transparence. Et je pense que je peux vous en donner quelques exemples qui se passent au Royaume-Uni.

24:27 CRISTINA : Je suis une Colombienne qui vit à Londres. C'est pourquoi je commence par là. Mais disons qu'il y a un nouveau Londres. Il y a une nouvelle planète londonienne depuis l'an 2000. La ville a un nouveau logo qui est entré en vigueur en mars 2021 et c'est une introduction aux nouvelles mesures obligatoires qui font figure de pionnières. En fait, les niveaux de carbone intrinsèque dans les bâtiments proposés réglementent les niveaux de carbone intrinsèque dans les bâtiments.

24:56 CRISTINA : Le maire exige que tous les projets majeurs soient à carbone zéro. Il existe des lignes directrices et d'autres documents, qui peuvent être très techniques, comme vous le savez. Ce que je veux dire, c'est que la politique oblige tous les projets à calculer les émissions de carbone sur l'ensemble du cycle de vie, par une évaluation reconnue au niveau national, et à démontrer les mesures prises pour réduire ces émissions. C'est vraiment brillant!

25:23 CRISTINA : Et il y a d'autres exemples. Le Danemark s'est engagé à réduire ses émissions de 70 % d'ici 2030. Pour ce qui est des bâtiments, le gouvernement a prévu une réduction ambitieuse du carbone intrinsèque et a inclus des règlements sur le bâtiment appuyés par le parlement. Cette nouvelle politique couvre les émissions opérationnelles et les émissions intrinsèques des bâtiments, mais elle s'applique aussi de manière progressive aux

petits et grands bâtiments, de sorte qu'elle couvre toutes les catégories d'actifs, ce qui est remarquable.

25:55 CRISTINA : J'ajouterais enfin la Clean Future Act des États-Unis, introduite en mars 2021. Cette loi établit un objectif national visant à atteindre une économie propre à 100 % d'ici 2050 avec l'objectif intérimaire de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 50 % d'ici 2030 par rapport à leurs niveaux de 2005. C'est très important, parce cette loi indique où se situent les bâtiments dans ce mode habitant.

26:23 CRISTINA : En fait, cette loi prévoit que tous les bâtiments construits d'ici 2029 devront utiliser au moins 50 % d'énergie en moins par rapport aux codes actuels, et que tous les bâtiments construits à partir de 2030 devront être prêts pour la consommation énergétique nette zéro. On peut donc dire que c'est le programme en action.

26:45 JOANNE : C'est vraiment très emballant et je me réjouis de l'accent mis sur le carbone intrinsèque. Peut-être qu'au fur et à mesure que nous commencerons à réglementer le carbone intrinsèque, nous assisterons aussi à une augmentation de l'investissement dans le renouvellement des bâtiments existants. En Amérique du Nord, vous savez, nous avons tendance à démolir très rapidement pour construire de nouveaux bâtiments.

27:10 JOANNE : Dans notre deuxième balado, Harriet Harris, Ph. D., doyenne de l'École d'architecture du Pratt Institute, souligne que la crise climatique est une crise d'équité. L'année prochaine marquera le 20e anniversaire de l'élaboration des principes de Bali pour la justice climatique, qui affirment notamment les droits des peuples autochtones à participer à la planification et à la prise de décision et les droits des jeunes en tant que partenaires égaux dans la lutte contre le changement climatique.

27:45 JOANNE : Que manquons-nous si nous excluons diverses voix et le savoir autochtone de ce travail?

27:42 CRISTINA : Nous sommes passés à côté de tant de choses, car il est de plus en plus évident que nous devons nous attaquer ensemble aux inégalités et au changement climatique. Il ne peut y avoir de compromis. Malheureusement, la plupart des plans d'action pour le climat ne prévoient actuellement aucune mesure concrète pour garantir des avantages aux plus vulnérables.

28:03 CRISTINA : Nous avons vérifié si les pays ont apporté les contributions auxquelles ils se sont engagés et s'ils ont pris des mesures pour atteindre les cibles de l'Accord de Paris. Nous avons constaté que seulement 10 d'entre eux ont des plans de transition justes. Les pays qui ont des plans de transition justes et crédibles sont peu nombreux : certains pays d'Amérique latine et de l'Union européenne, le Kenya et l'Espagne, pour n'en nommer que quelques-uns.

28:28 CRISTINA : C'est donc dire qu'il y a des choses à changer. Et oui, nous sommes passés à côté de bien des choses parce que ne pourrions pas vraiment faire face aux risques auxquels sont exposées les personnes touchées de manière disproportionnée par le changement climatique si nous ne les impliquons pas.

28:54 CRISTINA : Parce que oui, les personnes qui participent à la conversation ont leur importance et elles ont des incidences sur le déroulement de la conversation. Il est certain que les voix autochtones apportent un point de vue temporel très différent, en jetant un regard à la fois sur le passé et sur l'avenir dans la réflexion sur la situation actuelle.

29:12 CRISTINA : Les plus vulnérables ne participent pas au dialogue. Par exemple, l'année dernière, dans mon pays d'origine, la Colombie, une île de 5 000 habitants a vu ses maisons détruites par un ouragan de force cinq en une seule nuit. Par la suite, ils n'ont pas été impliqués dans la planification de la restauration de leur île. On la leur a imposée.

29:35 CRISTINA : Aucun politicien et aucun décideur ne sont venus et les concepteurs ne se sont pas souciés de l'architecture locale, de ce que les habitants aimait, de leur mode de vie et cette reconstruction n'a pas tenu compte de l'aspect culturel. Les habitants ont donc beaucoup perdu.

30:00 CRISTINA : Par ailleurs, sur le plan du climat, 4 milliards de personnes sont vulnérables, comme je l'ai dit tout à l'heure, et cela devient une question de justice sociale, car sans une réelle collaboration avec les communautés les plus touchées par cette injustice sociale et climatique, nous n'aurons pas la possibilité d'intégrer la résilience à l'échelle locale. Les peuples autochtones sont vitaux et entretiennent un lien avec leur milieu de vie.

30:38 CRISTINA : Ils possèdent les outils du savoir pour protéger les services de l'écosystème. Si nous les écoutons, nous pouvons apprendre beaucoup sur la résilience. Nous devons donc apprendre à les écouter, à les respecter et à reconnaître que nous sommes ici pour servir les autres et pas seulement pour mettre en place une sorte de solution unique qui convient à tous.

30:55 JOANNE : En effet. Je suis tout à fait d'accord avec vous Cristina. Vous savez, il est difficile de s'imaginer que l'on peut concevoir dans un but de résilience sans tenir compte des connaissances sur le terrain et du savoir profond en termes de terre, de culture et d'histoire d'un lieu.

31:12 JOANNE : Ce qui m'amène à ma dernière question. Comment l'IRAC et ses firmes membres pourraient-ils renforcer leur engagement et les partenariats mondiaux et participer à l'effort international pour permettre une transition climatique juste?

31:24 CRISTINA : Le plus important, c'est de continuer à se faire les champions des meilleures pratiques dont on peut tirer des leçons pour les efforts mondiaux. Et par cela, je veux dire qu'il y a une grande soif de connaissances au sujet des meilleures pratiques. Et nous avons beaucoup de diversité au World Green Building Council.

31:52 CRISTINA : Et j'aimerais proposer à notre réseau de leaders de tisser davantage de liens entre eux, car ils mènent avec nos membres des projets nationaux et régionaux qui impliquent tous les éléments du développement durable de l'environnement bâti.

32:10 CRISTINA : Et en soutenant, par exemple, l'application des enseignements tirés de la décarbonisation des bâtiments, et en tirant parti de toute cette sensibilité que vous apportez à la création de lieux, à l'écoute des voix, à l'importance des solutions pour les personnes qui en ont le plus besoin, vous devenez une source d'inspiration pour le monde.

32:30 CRISTINA : J'imagine que c'est une question de dialogue et de collaboration, de ces partenariats mondiaux au sein du WorldGBC et de ce qui se passe aux États-Unis où nous avons actuellement ces champions de haut niveau qui sont réellement sensibles à tout cela; ce sont les endroits où nous pouvons relier ces efforts et établir ces liens pour que le changement des systèmes se fasse au rythme et à l'échelle nécessaires.

32:56 JOANNE : Merci infiniment, Cristina, pour cette entrevue d'aujourd'hui.

33:02 CRISTINA : Merci à vous de m'avoir invitée. Ce fut un honneur de m'adresser à tant de leaders, y compris vous-même. Merci pour l'excellent travail que vous effectuez.

Thème musical

33:22 MONA : Merci de vous être joints à nous. C'était un épisode des balados de l'IRAC sur l'architecture mettant en vedette la directrice générale du World Green Building Council, Cristina Gamboa. Voilà qui conclut le dernier épisode des balados de l'IRAC sur l'architecture de cette saison. L'inscription au Congrès sur l'architecture de l'IRAC 2021 est maintenant ouverte. Nous espérons que vous serez des nôtres le 4 octobre 2021 pour avoir la chance d'échanger, de réseauter et d'apprendre de certains des leaders les plus influents de l'industrie en matière d'action climatique et d'architecture. Visitez le www.RAIC.org/congress2021 pour vous inscrire au Congrès et dites-nous ce que vous avez pensé de cette saison de balados et de ses épisodes.

Références:

Déclaration de Bali

"Fundamental Principles and Rights at Work: Towards Commitment and Action (2018 Update)." Bali declaration - Policy briefs: Fundamental principles and rights at work: Towards commitment and action (2018 update), December 19, 2018. https://www.ilo.org/asia/publications/issue-briefs/WCMS_613509/lang--en/index.htm.

COP 22

"COP 22." United Nations Climate Change. Accessed July 16, 2021. <https://unfccc.int/process-and-meetings/conferences/past-conferences/marrakech-climate-change-conference-november-2016/cop-22>.

COP26

"UN Climate Change Conference (COP26) – Glasgow 2021." UN Climate Change Conference (COP26) at the SEC – Glasgow 2021. Accessed July 16, 2021. <https://ukcop26.org/>.

Contributions déterminées au niveau national (NDCs)

"Nationally Determined Contributions (NDCs)." United Nations Climate Change. Accessed July 16, 2021. <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/nationally-determined-contributions-ndcs/nationally-determined-contributions-ndcs>.

Accord de Paris

"The Paris Agreement." unfccc.int. Accessed July 16, 2021. <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement>.

La reconstruction de l'archipel de San Andrés après les ouragans Iota et Eta

Ministry of Infrastructure and Water Management. "A Recovery Opportunity for Providencia Island in Colombia." News item | Climate Adaptation Summit 2021. Ministry of Infrastructure and Water Management, January 25, 2021. <https://www.cas2021.com/latest/news/2021/01/19/providencia-island-in-colombia>.

Campagne Objectif zéro

"Race To Zero Campaign." unfccc.int. Accessed July 16, 2021. <https://unfccc.int/climate-action/race-to-zero-campaign>.

L'engagement Net Zero Carbon Buildings du World Green Building Council

"The Net Zero Carbon Buildings Commitment." World Green Building Council. Accessed July 16, 2021. <https://www.worldgbc.org/thecommitment>.

Le sous-titrage codé ou la transcription sont fournis à titre de service public dans le seul but de faciliter la communication. L'Institut royal d'architecture du Canada (IRAC) ne vérifie pas l'exactitude des renseignements qui figurent dans une transcription. L'IRAC ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie, et décline expressément toute responsabilité à l'égard des erreurs ou omissions, de l'exactitude, de la fiabilité, de l'actualité ou de l'exhaustivité de l'information contenue dans une transcription. En cas d'incohérence entre la transcription et l'enregistrement audio dans la langue originale, ce dernier prévaut.